



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Juin 2020

POLOGNE	1
HONGRIE.....	8
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	11
SLOVAQUIE	14
LETTONIE.....	16
ESTONIE.....	17

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,4 PLN

Nominations

- Mirosław Kowalik le président du Conseil d'administration de la société Enea a démissionné. Paweł Szczeszek a été nommé comme nouveau Président.
- Le Polonais, Grzegorz Poznański a été élu Directeur général du Conseil des États de la mer Baltique : les actions de l'institution se concentrent entre autres sur la coopération avec l'UE en vue de la transition des Etats de la région vers une économie à faibles émissions.

Financement

- Małgorzata Jarosińska-Jedynak, la Ministre des Fonds et de la Politique régionale a déclaré que la valeur des projets de l'infrastructure gazière réalisés avec les fonds européens dans la perspective actuelle s'élevait à environ 6,7 Md PLN (1,52 Md€). Grâce aux subventions européennes, environ 1503 km de gazoducs seraient construits.
- La Banque européenne d'investissement a signé un contrat de crédit à hauteur de 65 M€ avec l'opérateur lituanien de transport de gaz AB Amber Grid pour financer la construction du tronçon lituanien de la connexion gazière entre la Pologne et la Lituanie.
- La Commission Européenne vient d'accorder à la Pologne 28 M€ pour la réalisation des six projets de protection de l'environnement et du climat dans le cadre du Programme LIFE.

Climat/Environnement

- Le 18 juin les ministres du Groupe de Visegrád chargés de l'environnement ont tenu un débat sur l'avenir européen commun dans le contexte du changement climatique. Les participants ont exprimé leur soutien pour soutenir du Pacte Vert. Le 1er juillet la Pologne a pris la présidence du Groupe de Visegrád. Parmi les priorités de la présidence polonaise le Ministère de l'environnement indique : la protection de la nature, la gestion durable des forêts en vue du changement climatique et la gestion des ressources.
- Le 1er juin le Ministère de l'environnement a lancé le recrutement pour le premier mandat du Conseil Ecologique des Jeunes (*Młodzieżowa Rada Ekologiczna*) auprès du Ministre de l'environnement. Ses principales missions consisteront à donner son avis sur les questions liées à la protection de l'environnement. Le Conseil se composera de 32 personnes âgées de 13 à 21 ans. La première réunion du Conseil se tiendra en septembre courant.



ENR

- Le Ministère du Climat a annoncé que la Pologne avait dépassé les 10 GW de puissance installée dans les ENR.
- Au 1^{er} juin, la puissance photovoltaïque installée s'élevait à 1953,1 MW soit une augmentation de 176,38% par rapport à l'année précédente. Au cours du mois de mai, les capacités photovoltaïques ont augmenté de 6,57 % par rapport à avril 2020.
- Le fonds Aberdeen Standards Investments a acheté auprès de la société lituanienne Green Genius 41 projets photovoltaïques d'une puissance totale de 40,4 MW, devenant ainsi, selon ses propres estimations, le propriétaire du plus grand portefeuille photovoltaïque sur le marché polonais, d'une puissance totale de plus de 350 MW.
- La société PGE a mis en marche deux nouvelles fermes éoliennes en Poméranie composées de 43 turbines d'une puissance totale de 97,18 MW. Grâce à l'investissement, la puissance totale installée des fermes éoliennes du groupe PGE a augmenté de presque 20% et atteindre 647 MW. Wojciech Dąbrowski, président de la société, a déclaré que PGE envisageait de doubler la puissance dans les ENR en dix ans.
- Le Ministère du Développement et le Ministère du Climat préparent une modification de la loi sur les ENR ayant pour objectif d'élargir l'activité de prosommateur aux citoyens, qui auront ainsi la possibilité d'investir dans les systèmes prosommateurs et ainsi profiter de l'énergie produite.
- Le Vice-Ministre du climat, Ireneusz Zyska a annoncé que les enchères ENR seront poursuivies dans les prochaines années.
- Le 9 juin, le Conseil d'administration de la société PGNiG a validé le plan d'action relatif aux investissements dans les ENR. La reprise des projets et le développement de compétences propres dans l'éolien et le photovoltaïque ainsi que l'élaboration d'un modèle de franchise pour les investissements dans le bio-méthane constitueront une des priorités du groupe. La société envisage également des actions de recherche dans le domaine de l'hydrogène et du stockage d'énergie. PGNiG envisage d'avoir dans quelques années 900 MW de puissance photovoltaïque et éolienne.

Efficacité énergétique

- Varsovie est la première ville de Pologne à rejoindre le programme « Villes Verts » de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (EBRD Green Cities).

Energie

Politique énergétique

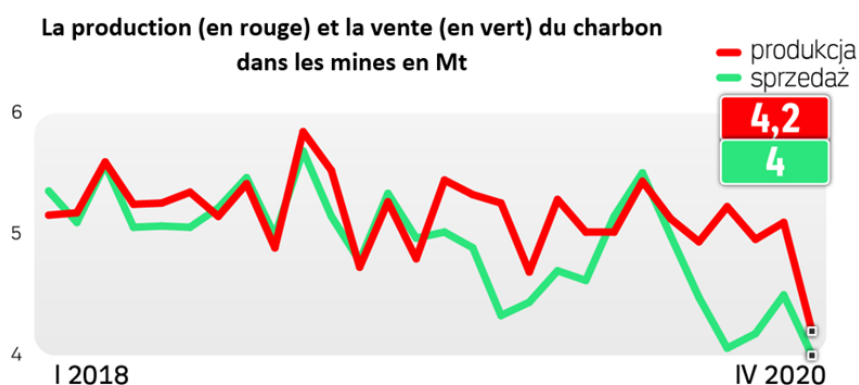
- Selon le rapport de McKinsey & Company publié début juin, la transition de la Pologne vers la neutralité carbone d'ici 2050 nécessiterait des investissements supplémentaires à hauteur de 380 Md€. En même temps, selon McKinsey, les coûts d'exploitation pourraient être réduits de 75 Md€. La transition pourrait entraîner la création d'environ 300 000 d'emplois.
- Małgorzata Jarosińska – Jędrzak, Ministre de fonds et de la politique régionale a déclaré que les coûts des investissements nécessaires pour atteindre la neutralité climatique en 2030 s'élèvent à 240 Md€.
- Jacek Sasin, le ministre des actifs publics, a déclaré que la transition du secteur énergétique polonais vers les sources alternatives d'énergie pouvait coûter environ 400 Md PLN (90,9 Md€). Il a annoncé que le gouvernement envisageait d'aider les sociétés énergétiques à obtenir un financement extérieur pour les investissements nécessaires.
- Michał Kurtyka, Ministre du climat a annoncé que cette année, dans le cadre de 26 programmes préparés par le Ministère, presque 10 Md PLN (2,27 Md€) seront consacrés au soutien des investissements verts : au transport écologique, à la rétention d'eau, à l'efficacité énergétique et au photovoltaïque. Selon les calculs du ministère, cela permettra de générer des investissements d'une valeur de plus de 20 Md PLN (4,65 Md€). Parmi ces programmes se trouvent : Air pur, Mon électricité, Mon électricité Plus, Agro-énergie Plus, Mon eau, Voiture Verte, Energie Plus.
- Le ministre du climat Michał Kurtyka a annoncé que la version définitive de la Politique énergétique de la Pologne à l'horizon 2040 devrait voir le jour d'ici la fin 2020. Il a également déclaré que la loi sur l'éolien offshore devrait être adoptée par le parlement à la même échéance.
- Le Ministre du Climat Michał Kurtyka et le Vice-Ministre du Climat Adam Guibourgé-Czetwertyński ont participé à la visioconférence des Ministres chargés de l'environnement et du climat des Etats de Viségrad, de la Bulgarie et de la Roumanie. Les sujets principaux étaient le Pacte Vert, l'économie circulaire et la stratégie de reconstruction des économies européennes après la pandémie. M. Kurtyka a

souligné qu'il serait irresponsable de se concentrer sur l'augmentation des objectifs climatiques au moment où les moyens pour les atteindre et les coûts sociaux restent imprévisibles. Selon le Ministre, on devrait se focaliser sur la reprise de l'activité économique et encourager l'orientation vers une économie à faibles émissions. Kurtyka a déclaré que cette année, la Pologne consacrera environ 2 Md€ pour les investissements verts. Guibourgé-Czetwertyński a souligné que la Pologne soutient la plupart des actions de la Commission Européenne en ce qui concerne l'économie circulaire ainsi que la réutilisation d'eau. Il a déclaré que pour sa présidence, la Pologne envisageait de se concentrer en particulier sur les innovations et qu'il était important de renforcer la coopération V4 en matière de technologie et de production d'énergie propre.

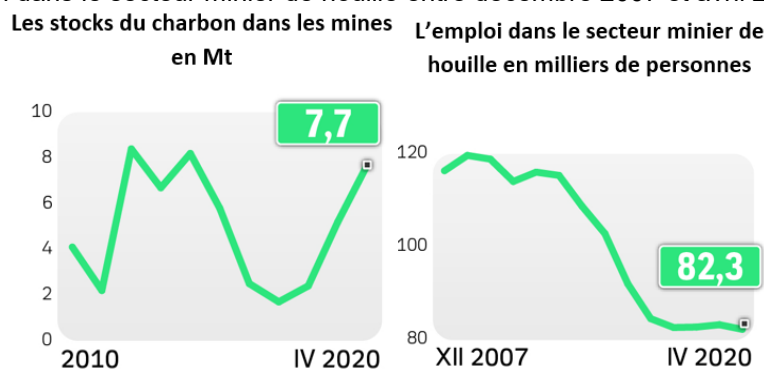
- Le vice-ministre du climat Ireneusz Zyska a annoncé qu'il était nécessaire de modifier les objectifs climatiques relatifs à la puissance photovoltaïque installée. Selon lui, le niveau déterminé pour 2030 dans le Plan National pour l'énergie et le climat pour les années 2021-2030 (KPEiK) pourrait être réalisé à l'horizon 2025. Mais au même moment, le Ministre a souligné que la réalisation de l'objectif de 15% dans la consommation finale d'énergie en 2020 restait très difficile à tenir.
- Des associations et entreprises de Pologne (dont PGE), Bulgarie, Croatie, Chypre, République Tchèque, Estonie, Hongrie et de Roumanie ont demandé dans une position commune une augmentation des mécanismes compensatoires dans le cadre du système EU-ETS pour aider le secteur électro-énergétique à atteindre de nouveaux objectifs de la réduction des émissions CO₂ de 55 % à l'horizon 2030. Ils demandent également une augmentation du nombre de quotas gratuits.
- La Commission Européenne a annoncé la mise en marche d'une plateforme dédiée pour aider les Etats membres à préparer les plans de transition dans les régions charbonnières et à absorber le financement du Fonds pour une transition juste. La plateforme offrira un soutien technique et des conseils.

Charbon

- Au premier trimestre 2020, la Pologne a importé 2,8 Mt du charbon, soit 42% de moins par rapport à la même période l'année précédente.
- Le graphique ci-dessous présente la production et la vente du charbon dans les mines de janvier 2018 à avril 2020.



- Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution des stocks du charbon dans les mines entre 2010 et avril 2020 et l'emploi dans le secteur minier de houille entre décembre 2007 et avril 2020.





- Le ministre Kurtyka a refusé la demande des vendeurs du charbon de prolonger de deux ans la possibilité d'utiliser le charbon fin pour le chauffage individuel. Ainsi, la vente de ce combustible pour les ménages sera interdite à partir du 1^{er} juillet.
- Selon un rapport publié par le think tank Forum Energii « La modernisation du triangle européen du lignite » („Modernizacja europejskiego trójkąta węgla brunatnego”), la sortie simultanée du lignite en Pologne, en Allemagne et en République Tchèque d'ici 2032 est réaliste et rationnelle en termes de coûts et permettrait de réduire de 50 % les émissions du CO₂ produites par le secteur électro-énergétique de la région. D'après l'analyse de Forum Energii, même si la sortie du lignite en Pologne est prévue vers 2035, le remplacement de ce combustible par les ENR à l'horizon 2032 n'augmenterait pas les coûts de la transition énergétique.

Nucléaire

- Le ministre du climat Michal Kurtyka a annoncé que la construction de la première centrale nucléaire devrait débuter en 2026, le premier réacteur devrait être opérationnel en 2033 ; la Pologne compterait six blocs nucléaires en 2040.
- Dans une lettre adressée à la Commission Européenne, le ministre du Climat Michal Kurtyka a déclaré que l'énergie nucléaire était indispensable dans la transition vers la neutralité climatique. Il a souligné que la Pologne restait engagée dans la réalisation des objectifs climatiques grâce aux technologies renouvelables et nucléaires et que tous les moyens pour atteindre la neutralité climatique de l'UE en 2050 devraient être soutenus. Il s'est étonné que l'énergie nucléaire ne fût pas prise en compte dans les politiques européennes les plus récentes, y compris le Pacte vert.
- Pendant sa visite à Washington, le président Andrzej Duda a rencontré le secrétaire d'Etat chargé d'énergie Dan Brouillette. Ils ont échangé sur le nucléaire et le GNL. Lors d'une conférence de presse, le président a déclaré que l'accord entre les Etats Uni et la Pologne, qui permettrait d'entreprendre les travaux de conception pour la construction d'une centrale nucléaire serait signé dans un avenir proche. Le président américain a annoncé que le développement de l'énergie nucléaire en Pologne aurait lieu avec les technologies provenant de très grandes et très bonnes entreprises américaines. Dans un résumé présenté par la Maison Blanche, sont mentionnés les échanges sur la construction d'une grande centrale nucléaire.
- Andrzej Duda a déclaré que la valeur du contrat nucléaire polono-américain s'élevait à environ 30 Md USD.
- Jacek Sasin, le ministre des actifs publics, a déclaré que la visite du président Andrzej Duda aux Etats Unis confirmait que les sociétés américaines seraient le partenaire stratégique du projet nucléaire. Il a précisé que l'investissement serait réalisé par une société de projet sous tutelle du ministère des actifs publics (Skarb Państwa).

Électricité/Chaleur

- Les opérateurs des réseaux de distribution (Enea Operator, Energa Operator, PGE Dystrybucja, Tauron Dystrybucja ainsi qu'Innogy Stoen Operator) et l'opérateur du réseau de transport PSE ont validé avec le Président de l'Office de la Régulation de l'Energie les projets de développement selon lesquels d'ici 2025, 52 Md PLN (12 Md€) seront investis dans l'infrastructure de transport et de distribution d'énergie.
- Enea Operator envisage d'investir en 2020 environ 1,2 Md PLN (272 M€) dont plus de 90 % pour la construction et la modernisation du réseau de distribution d'électricité.
- Le président de l'URE a annoncé les résultats de la première enchère de cette année pour la prime de cogénération (CHP). Elle a été gagnée par la société Miejska Energetyka Ciepła Piła dont l'offre ne dépassait pas 60 PLN/MWh (13,6 €/MWh).
- Les présidents des sociétés les plus énergivores demandent la suspension d'un tarif supplémentaire pour l'énergie dont l'objectif est de couvrir les coûts du marché des capacités (opłata mocowa) jusqu'à la fin 2021 ; ils appellent à l'élaboration de solutions qui diminueront le poids de ce tarif pour les sociétés consommant beaucoup d'énergie. « Oplata mocowa » figurera sur les factures d'électricité à partir du 1^{er} octobre 2020.

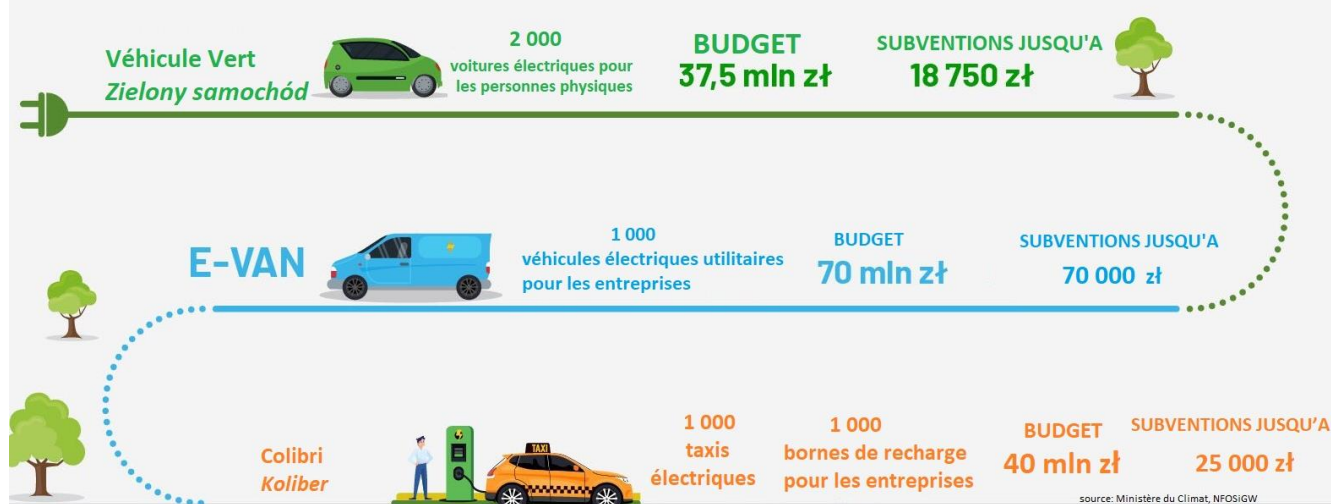
Électromobilité

- Un groupe de députés du parti PiS (Droit et Justice) a déposé un projet d'amendement de la loi sur les biocomposants prévoyant la suppression à partir du 30 septembre courant du Fonds pour les Transports à faibles émissions (*Fundusz Transportu Niskoemisyjnego - FTN*). Selon le projet c'est le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) qui reprendra les tâches et les

revenus du Fonds supprimé. Pour rappel, le *FTN* a été créé en 2018 pour financer, entre autres, le développement d'infrastructures permettant l'utilisation des carburants alternatifs dans les transports.

- Selon les données présentées récemment par l'Association polonaise des carburants alternatifs, le nombre d'immatriculations des voitures particulières électriques en Pologne a atteint 11 658 (dont 6551 à 100% électriques et 5017 véhicules plug-in hybrid). Au cours des cinq premiers mois 2020 le nombre d'immatriculations électriques et hybrides s'élevait à 2662 ce qui représente une augmentation de 53% par rapport à la période correspondante de l'année 2019. Quant aux infrastructures de recharge, fin mai, elles comptaient 1173 bornes de recharge.
- La représentante du Fond National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'eau a informé qu'un élargissement du programme *Mon électricité* était envisagé. Ainsi, les subventions vont également financer les bornes de recharge domestiques pour les voitures électriques.
- Le 26 juin le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) a lancé l'appel à candidatures pour les trois nouveaux programmes de cofinancement d'achat des véhicules électriques :

Nouveaux programmes de soutien au développement de la mobilité électrique



- ElectroMobility Poland (chargée de la réalisation du programme de production des voitures électriques polonaises dont les actionnaires sont les quatre groupes publics PGE, Tauron, Energa et Enea) a annoncé que les deux prototypes du premier véhicule électrique polonais seront présentés le 28 juillet courant. Pour rappel, le prototype aurait dû être prêt en 2016.

Gaz et pétrole

- Jerzy Kwiecinski, président de la société PGNiG a annoncé que Gazprom a remboursé 1,5 Md USD, conformément à la décision du Tribunal arbitral de Stockholm du 30 mars 2020.
- Jerzy Kwieciński, le président de la société PGNiG a déclaré que sa société comptait quadrupler l'extraction du gaz en Norvège qui atteint aujourd'hui 0,5 Md m³.
- Jarosław Wróbel, Vice-président de la société PGNiG a annoncé que sa société prévoyait d'injecter environ 4 Md m³ de biométhane dans son réseau de distribution à l'horizon 2030. Il a annoncé que le programme de recherche de PGNiG sur le biométhane a pour l'objectif de déterminer son potentiel en Pologne et d'élaborer un modèle d'approvisionnement de ce combustible.
- Au premier trimestre, PGNiG a augmenté les importations de GNL de 35 % par rapport à l'année précédente.
- Le président de l'Office de la Régulation de l'énergie a validé le tarif du gaz pour les ménages de PGNiG et qui sera appliqué du 1er juillet au 31 décembre 2020. Les prix du gaz ont baissé de 10,6 % et les tarifs d'abonnement n'ont pas changé.
- Le 5 juin, le président de l'URE a validé les tarifs pour les deux gestionnaires de réseau Gaz System et EuRoPol Gaz pour la période 1 janvier 2021 - 31 décembre 2021. En ce qui concerne Gaz System, les tarifs dans les points d'entrée vont augmenter de 10 % pour le gaz E (riche en méthane) et de 13,1 % pour le gaz L (riche en azote) par rapport à 2020 et, respectivement, de 0,1 % et de 2,1 % dans les points



de sortie. Les prix moyens de transport du gaz via le tronçon polonais du gazoduc de Yamal appartenant à EuRoPol GAZ vont augmenter de 16,5% par rapport au tarif actuellement en vigueur.

- La société Polskie LNG et le Gestionnaire des Ports de Szczecin et Świnoujście ont signé les contrats avec le consortium des entreprises PORR S.A. et TGE Gas Engineering GmbH d'une valeur d'environ 1,9 Md PLN (431 M€) pour la réalisation de l'extension du terminal GNL. Après l'extension, le terminal pourra recevoir 8,3 Md m³ de gaz par an.
- Le 29 juin, Polenergia a signé une lettre d'intention avec Siemens Gas and Power et Siemens Energy sur une coopération potentielle dans le domaine des projets gaziers en cogénération et des technologies à l'hydrogène.

Infrastructures de transport

- Le 26 juin, PKP PLK ont signé l'accord pour la modernisation du tronçon Czyżew-Białystok d'une longueur de 71 Km faisant partie du Rail Baltica. La valeur du contrat s'élève à 3,3 Md PLN (767 M€). L'investissement sera réalisé par le consortium polono-chinois composé de Przedsiębiorstwo Usług Technicznych Intercor (leader), Stecol Corporation et Sinohydro Corporation Limited.
- Cette année, commenceront les travaux préparatoires pour cinq lignes ferroviaires faisant partie du projet CPK, d'une longueur totale de 563 km :
 - ✓ Warszawa – CPK – Łódź – Sieradz – Wrocław– Wałbrzych – frontière (Pologne/République Tchèque)
 - ✓ Ostrołęka – Łomża
 - ✓ Trawniki – Krasnystaw – Zamość
 - ✓ Łętownia – Rzeszów
 - ✓ Chybie – Jastrzębie Zdrój – Godów – frontière (Pologne/République Tchèque)

Les travaux de construction sont prévus pour 2023

- Le 23 juin à Gdansk, le vice-ministre de l'infrastructure Marcin Horala a présenté le trajet du « rayon 1 », localisé dans la voïvodie de Poméranie, faisant partie du volet ferroviaire du projet CPK (l'Aéroport Centrale). Sa longueur s'élève à 378 km. Varsovie et Gdansk seront ainsi connectées par une ligne de grande vitesse entièrement nouvelle. Un élément important du programme ferroviaire CPK est également la revitalisation et la modernisation des autres trajets dans la voïvodie.
- Le Conseil des Ministres a actualisé le Programme de Construction de Routes Nationales à l'horizon de 2023-2025 en augmentant son enveloppe de 21 Md PLN (4,7 Md€) jusqu'à 162,2 Md PLN (36,8 Md€).
- La valeur de travaux réalisés actuellement à la demande de la Direction Générale des Routes Nationale et des Autoroutes s'élève à 81 Md PLN (18,4 Md EUR). 98 tronçons d'une longueur de 1228 km sont en construction ou en conception. Presque 100 km de nouveaux trajets devrait être mis à disposition d'ici la fin de l'année.
- Au mois d'avril, la Direction Générale des Routes et des Autoroutes (GDDKiA) a signé six contrats pour la construction de voies rapide d'une longueur de 94 km et d'une valeur de plus de 2,85 Md PLN (647 M€). Actuellement 21 tronçons d'une longueur de 253 km sont en procédure d'appel d'offres. La valeur de travaux en cours des appels d'offres s'élève à 12,5 Md PLN (2,84 Md€) et la valeur des appels d'offres en préparation à environ 35 Md PLN (8,13 Md€).

Bâtiment/Logement

- Le vice-ministre du développement, Robert Nowicki a informé que le Ministère élargit le programme de subvention aux loyers « Mieszkanie na start » et que l'année prochaine quelques centaines de millions de zlotys y seront consacré.
- Le nouveau paquet de logement, annoncé par la ministre Jadwiga Emilewicz au mois de mai prévoit environ 500 M PLN (113 M€) par an pour, entre autres, l'augmentation d'accès à des appartements de location pour les personnes à revenus faible, l'amélioration des conditions dans les appartements déjà existants, les subventions aux loyers et l'aide aux locataires touchés par les effets économiques de la pandémie.
- Au mois de mai, les développeurs ont mis à disposition 11 200 appartements soit 21% de plus par rapport à la même période de l'année dernière. Les développeurs ont commencé la construction d'un peu plus de 6000 appartements soit presque 50 % de moins par rapport à la même période de l'année dernière. De janvier à mai, presque 80 000 appartements ont été mis à disposition, soit presque le même résultat que l'année dernière.
- Au mois de mai, la valeur totale de demandes de crédits immobiliers a diminué de plus de 24 % par rapport à la même période de l'année précédente (de -27% en avril). Le nombre de demandes a diminué

de 29 %. Il est à noter qu'au mois d'avril les prix des logements et de terrains ont baissé mais selon les experts il ne faut pas s'attendre à la continuation de cette tendance.

- Au mois de mai, le secteur de la construction a connu une baisse de 5,1 % par rapport à la même période de l'année dernière.
- Eiffage Immobilier Polska a annoncé la construction de 2750 appartements de location dans cinq villes polonaises (Varsovie, Cracovie, Wrocław, Poznań, Gdansk). La société envisage être le seul constructeur des appartements et recherche un partenaire investisseur pour la première étape du projet, soit la construction de 543 appartements dans le quartier de Mokotów à Varsovie, dont l'achèvement est prévu pour le premier trimestre 2023. La société Savills, groupe international spécialisé dans l'immobilier, est le conseiller du projet.

Transport

- Selon les informations du journal *Dziennik Gazeta Prawna*, le Ministère des Actifs Publics Jacek Sasin envisageait la restructuration des opérateurs nationaux de transport régional et local par autobus (PKS). La plupart des opérateurs de PKS ont fait faillite ou sont en cours de liquidation et la crise de COVID-19 a aggravé leurs problèmes de liquidités. Cette restructuration pourrait se faire par la consolidation des opérateurs avec le soutien du Groupe PKP.

Ferroviaire

- Depuis le début 2020 jusqu'à la fin mai les opérateurs ferroviaires ont transporté 87,7 M t de marchandises (une baisse de 11,9% par rapport par rapport à la même période en 2019), les performances du fret ont atteint 20,3 Md t/km (une baisse de 14,5% par rapport à la même période 2019).

Przewozy towarowe 2020

Freight rail transport results in 2020

	styczeń - maj January - May 2020	styczeń - maj January - May 2019	styczeń - maj January - May 2018	zmiana % / change % 2020/2019	zmiana % / change % 2019/2018
masa towarów (mln ton) / weight [m ton]	87,7	99,6	103,0	-11,95%	-3,32%
praca przewozowa (mln ton-km) / transport performance [m ton-km]	20 327	23 771	24 245	-14,49%	-1,96%
praca eksploatacyjna (mln poc-km) / operating performance [m train-km]	30,07	34,68	35,71	-13,31%	-2,87%

Przewieziona masa towarów [mln ton]

Weight [m ton]

	2020	2019	2018	zmiana % / change % 2020/2019	zmiana % / change % 2019/2018
styczeń/ January	17,19	19,69	20,88	-12,68%	-5,70%
luty/ February	17,86	19,03	19,37	-6,13%	-1,79%
marzec/ March	19,28	21,37	21,63	-9,80%	-1,18%
kwiecień/April	16,80	20,17	20,45	-16,70%	-1,37%
maj/May	16,59	19,37	20,72	-14,35%	-6,52%

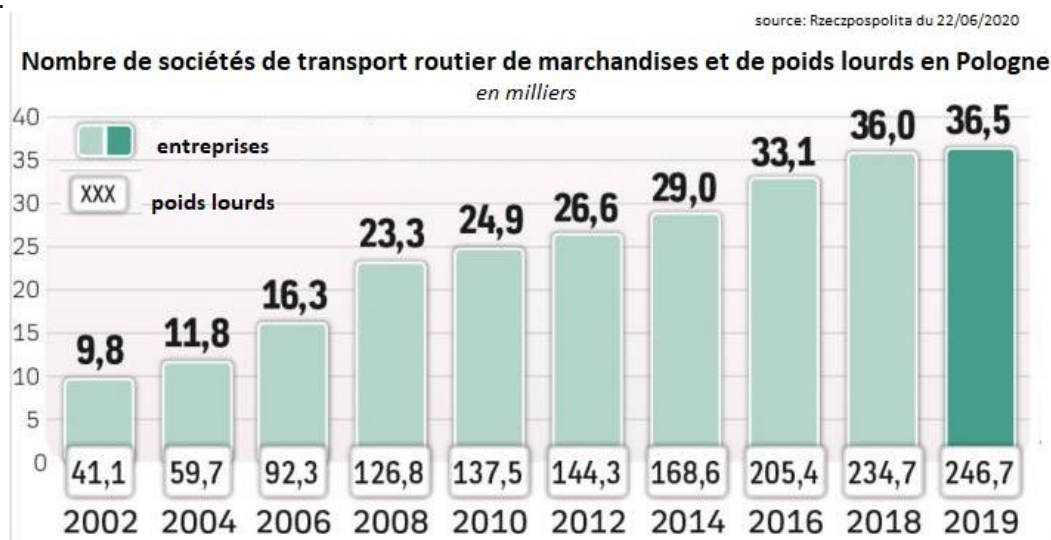
source : Office du Transport Ferroviaire (UTK)

Par contre, en ce qui concerne le transport intermodal, au premier trimestre 2020, le volume de marchandises transportées a atteint plus de 5,4 M t (ce qui représente une augmentation de 16,9% par rapport à la même période 2019), les performances du fret ont atteint 1,7 Md t-km (une augmentation de 3,7%).

- Le fabricant PESA (Pologne) a remporté le contrat pour la livraison des cinq nouvelles rames électriques pour *Koleje Dolnośląskie* (l'opérateur ferroviaire de passagers dans la région de Basse-Silésie). La valeur du contrat s'élève à 145 M PLN (33 M€).
- Newag (société polonaise basée à Nowy Sącz) a signé avec la voïévodie de Petite-Pologne un contrat pour la livraison des sept rames électriques pour un montant de 154, 5 M PLN (35 M€). Le carnet de commandes de Newag pour les années 2020 – 2021 dépasse déjà 2, 4 Md PLN (0, 55 Md€).
- Stadler (Suisse) a signé avec *Koleje Mawozieckie* (l'opérateur ferroviaire de passagers dans la région de Varsovie) un contrat pour la construction d'un dépôt de maintenance à Sochaczew. La valeur du contrat s'élève à 20 M PLN (4, 5 M€).

Routier

- Selon les analyses réalisées en mai, même 84% des entreprises de transport routier des marchandises s'attendent à ce que lors des prochains mois, de plus en plus d'entrepreneurs cesseront leurs activités suite à la crise causée par le COVID-19. Dès le début de l'année, 800 entreprises se sont retirées du marché ; 14% des sociétés interrogées ont déclaré qu'elles cesseraient leurs activités avant la fin de l'année. Selon les experts, les vraies conséquences de la crise pour ce secteur ne se feront ressentir qu'au troisième et quatrième trimestre 2020. Les transporteurs polonais s'attendent avant tout à des problèmes dans le transport international. De plus, le secteur est déjà touché par l'augmentation des retards de paiement. Actuellement, la Pologne représente 30% de l'activité du TRM international en Europe.



- Conformément à l'amendement de la loi sur les voies publiques signé par le président Andrzej Duda le 16 juin courant, le chef de l'administration fiscale nationale (KAS) reprendra de l'Inspecteur général polonais du transport routier (GITD) à partir du 1^{er} juillet 2020 la gestion du péage électronique pour les véhicules utilitaires lourds (de plus de 3,5 t) sur les voies nationales à péage ainsi que sur les tronçons définis des autoroutes A2 et A4. De plus, conformément à l'amendement susmentionné, le système du péage actuel basé sur la technologie DSRC (*Dedicated Short Range Communications*) sera remplacé par le péage par satellite le 1^{er} août 2021 au plus tard.

HONGRIE

Fonds européens

- Laszlo Balogh ; secrétaire d'État au ministère des finances, a été choisi pour diriger le Comité de vérification de la Banque européenne d'investissements, dont il est membre depuis deux ans.
- Le maire de Budapest, Gergely Karacsony, et ses homologues des capitales des pays du groupe de Visegrad ont envoyé une lettre ouverte au Conseil européen dans laquelle ils réaffirment leur engagement écologiste, notamment leur soutien au Green Deal européen. Ils ont également proposé que l'Union européenne mette en place des fonds finançant directement les villes dans leurs projets environnementaux, sans passer par les gouvernements nationaux.

- La Banque de Développement du Conseil de l'Europe a prêté environ 140 M€ à la Hongrie pour la construction d'écoles et d'infrastructures sportives scolaires, notamment des gymnases et des piscines. Les investissements prévus grâce à ce prêt devraient concerner environ 10 000 élèves.

Environnement

- La Hongrie a émis sa première obligation verte, pour le seul financement des projets environnementaux – au premier rang desquels le financement des subventions à l'achat de véhicules électriques (cf. veille de mai) 1,5 Md HUF ont été levés.
- Le système d'alerte et de gestion des crues de la rivière Raba, commun à la Hongrie et à l'Autriche, a été terminé. Lancé en 2016, il avait reçu une subvention INTERREG couvrant près d'1 M€, pour un coût total d'1,9 M€.
- Audi a commencé la production de son nouveau moteur électrique, destiné aux Audi e-tron S, dans son usine de Győr. Le début de cette production a été décalé par la crise liée au coronavirus, qui avait poussé Audi à arrêter l'intégralité de ses chaînes de production hongroises. La production a désormais repris sur toutes les chaînes.

Energie

Energies fossiles

- Le gouvernement croate rencontrera fin juin des dirigeants de Mol, l'entreprise pétrolière hongroise, afin de discuter du rachat de ses parts dans son homologue croate Ina, dans lequel il est assisté par le cabinet Lazard. Mol détient une part minoritaire, mais la majorité des droits de vote d'Ina. Le gouvernement croate a fait connaître l'an dernier sa volonté de racheter au moins assez de parts pour s'assurer une majorité de droits de vote.

ENR

- Le Ministère de l'Innovation et de la Technologie a demandé à l'autorité de l'énergie MEKH de développer un nouveau programme de soutien à l'investissement dans la production d'énergie verte à hauteur de 800 M HUF (2,4 M€). Grâce à ce programme, le gouvernement espère soutenir la production de 390 GWh d'énergie verte annuellement. La capacité maximale prévisionnelle pour pouvoir obtenir un soutien a été fixée à 50 MW par projet, en nette augmentation par rapport au programme précédent. Le programme devrait durer trois ans, et cinq appels d'offres seront émis (un tous les six mois).
- La production d'énergie solaire a augmenté de 124% en 2019 par rapport à 2018 selon les données annuelles publiées par l'autorité de l'énergie MEKH. La production issue d'énergies fossiles a diminué de 13,5%, et celle issue de gaz naturel a augmenté de 18,5%. Au total, la production issue du charbon, du pétrole, de la biomasse, du biogaz, des déchets municipaux, et de l'hydraulique a diminué de 742 GWh ; celle issue du nucléaire, du gaz naturel, de l'éolien, du solaire, de la géothermie et d'autres sources a augmenté de 2 820 GWh. La production totale a ainsi augmenté de 2 820 GWh. Les hausses les plus fortes sont celles du gaz naturel (+1 339 GWh) et du solaire (+766 GWh), ce qui est en ligne avec la nouvelle stratégie énergétique nationale publiée en mars dernier.

Energy source	2014	2015	2016	2017	2018	2019p*
Nuclear	15 649	15 834	16 054	16 098	15 733	16 288
Coal and coal products	6 114	5 908	5 758	5 098	4 834	4 183
Natural gas	4 240	5 108	6 479	7 838	7 234	8 573
Petroleum products	76	77	63	85	90	68
Biomass	1 702	1 660	1 493	1 646	1 799	1 784
Biogas	287	293	333	348	331	305
Municipal waste - renewable	137	208	245	160	162	137
Water	301	234	259	220	222	219
Wind	657	693	684	758	607	729
Solar	67	141	244	349	620	1 386
Geothermal	0	0	0	1	12	18
Other	173	204	290	284	360	392
Total	29 403	30 360	31 902	32 885	32 004	34 082

source : MEKH (données en gigawatt-heure)



Gaz et électricité

- La Hongrie espère recevoir ses premières livraisons de gaz via la Serbie en octobre 2021, selon le ministre du Commerce et des Affaires étrangères Péter Szijjarto, qui a également indiqué être prêt à augmenter la capacité finale du gazoduc à 10 Md m³ annuels, contre 6 Md prévus actuellement, si les entreprises en faisaient connaître l'intérêt. Les deux pays ont également discuté des possibilités de renforcer l'interconnexion de leurs systèmes électriques.
- MFGK Croatia, filiale croate de l'énergéticien hongrois MVM, a réservé des capacités de regazéification au terminal gazier de Krk qui devrait être achevé en 2021, au total 6,75 Md m³ jusqu'en 2027. Dans le détail, 666 M m³ ont été réservés pour l'année gazière 2020/2021 (du 01 octobre au 30 septembre), puis 1,1014 Md m³ pour les six années gazières suivantes. Le terminal, d'une capacité annuelle de 2,6 Md m³, doit traiter au moins 1,5 Md m³ pour être à l'équilibre. La réservation de MFGK porte le total des réservations à 80% de sa capacité. MVM a annoncé qu'elle ne recevrait de gaz à ce terminal que de fournisseurs « occidentaux ».
- La Hongrie a signé avec Gazprom un contrat d'approvisionnement portant sur 4,2 Md m³ de gaz entre octobre 2020 et septembre 2021. Le Ministre du Commerce et des Affaires étrangères a déclaré rester en négociation avec l'entreprise dans l'objectif de conclure un accord d'approvisionnement pluriannuel de quinze ans, avec clause de revoyure tous les cinq ans.

Nucléaire

- La Hongrie a conclu un accord de coopération nucléaire avec le Belarus lors de la visite du Premier ministre Orban à Minsk le 5 juin. L'accord a été facilité par la construction dans chacun des deux pays de réacteurs nucléaires utilisant la même technologie. Le réacteur biélorusse étant censé être terminé en septembre, les travailleurs hongrois travaillant à la construction de celui de Paks, ou appelés à y travailler une fois achevé, pourront donc être formés sur le site « jumeau » biélorusse.
- Une modification au Règlement national sur la Sécurité nucléaire, approuvée par la Commission européenne, permet aux travaux de terrassement de la centrale nucléaire de Paks de débiter avant l'approbation finale des plans par l'Agence nationale de de l'Energie atomique. Cette modification vise à limiter autant que possible les retards, alors que la date de rendu du projet a déjà été décalée de sept ans par rapport à la date prévue initialement – elle est désormais fixée à 2030. Seuls les travaux de préparation du terrain, et certaines parties du terrassement, seront effectués, afin de limiter les corrections à apporter en cas de modification des plans finaux par l'ANEA. L'ensemble de ces travaux a été attribué à la filiale hongroise de l'entreprise allemande Bauer pour un total de 217 M€, en deux contrats – l'un sur appel d'offres, l'autre négocié ensuite de gré à gré. Cette somme de 217 M€ représente un surcoût de 86 M€ par rapport aux plafonds initialement établis par Rosatom. Bauer Magyarorszag a eu en 2018 un chiffre d'affaires de 18 M€.
- Rosatom a déposé sa demande formelle le 30 juin 2020, enclenchant le processus d'examen par l'ANEA (agence nationale pour l'énergie atomique), qui dispose de 12 mois + 3 mois pour rendre sa décision – en juillet-septembre 2021. En cas de décision négative, elle devra fait connaître ses exigences, initiant un processus de navette avant acceptation finale. Le dossier de 283 000 pages a été intégralement traduit en hongrois à partir d'une version en anglais elle-même traduite à partir du russe.
- Parallèlement, les capacités de stockage de déchets nucléaire sont agrandies, à Paks, où ils sont stockés temporairement, et à Bataapati, centre national de stockage des déchets radioactifs. Quatre chambres supplémentaires sont en construction à Paks, où 9 787 barres de réactif nucléaires sont stockées, proche de la capacité théorique de 11 416 barres. L'extension des capacités de la centrale rendait donc incontournable un tel agrandissement. Le centre de stockage de Bataapati dispose lui de plus de place – seule une chambre est occupée sur quatre disponible – mais, dans la même perspective de hausse des capacités de Paks, deux supplémentaires vont être construites. Les travaux devraient être terminés en 2024.

Transports

- Le système de vélos partagés de Budapest, Mol Bubi, va être complètement modernisé l'année prochaine. Les vélos seront remplacés par des modèles plus récents et plus légers, disposant sans doute de plus de pignons ; une nouvelle application mobile sera mise en place et le système de tarification sera revu vers plus de progressivité. Les personnes disposant d'un abonnement aux transports publics



budapestois pourront s'abonner à Bubi à un tarif préférentiel. 2 071 vélos sont aujourd'hui disponibles dans 157 stations.

Aérien

- Budapest Airport a terminé la construction de son « sous-terminal » destiné aux vols low-cost. Jusqu'ici, ceux-ci étaient desservis par des préfabriqués en tôle, sans chauffage ni climatisation, qui avaient à plusieurs reprises entraîné de fortes critiques du gouvernement hongrois à l'encontre du gestionnaire privé de l'aéroport. Le nouvel ensemble sera chauffé et climatisé, disposera de points d'eau et de toilettes et de sièges en nombre sensiblement supérieur.

Ferroviaire

- La rénovation de la ligne de train entre Szeged, dans le Sud-Est, et la ville voisine de Subotica, en Serbie, devrait être achevée en 2022, selon une déclaration du ministre des Affaires étrangères Péter Szijjarto pendant une visite en Voïvodine. Le temps de trajet entre ces deux villes distantes d'une soixantaine de kilomètres devrait être réduit de 40 mn, y compris grâce à la fluidification du passage de la frontière.

Infrastructures

Télécommunications

- Le gouvernement a présenté sa nouvelle Stratégie nationale de Digitalisation, qui remplace la précédente et est concomitante au CFP 2021-2027, afin de faire le meilleur usage possible de ses fonds. Elle est basée sur quatre piliers : infrastructures digitales ; compétences digitales ; économie digitale et Etat digital. L'objectif est de placer la Hongrie parmi les dix pays européens les plus et les mieux digitalisés en 2030. La principale étape sera de monter à 95% la proportion de foyers hongrois connectés à Internet, en réduisant à 2% la part des 16-71 ans qui ne l'utilisent pas. La digitalisation des procédures administratives et de l'instruction devra aussi être améliorée. Les principales entreprises informatiques présentes en Hongrie (T-Systems, Vodafone, Microsoft, etc.) ont annoncé leur soutien à la stratégie.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Environnement

- Les ministres de l'environnement de l'UE ont discuté lors d'une vidéoconférence informelle le 23 juin de la manière dont les initiatives au titre du Pacte vert pourraient aider des économies paralysées par la pandémie à reconstruire une Europe plus résiliente et durable. La République tchèque était représentée par le vice-ministre de l'environnement Vladislav Smrž. Il a souligné qu'il serait crucial que la République tchèque utilise les fonds du plan de relance pour des investissements dans les domaines des infrastructures vertes, de la mobilité propre, de la rénovation des bâtiments, de l'augmentation de l'efficacité énergétique, du soutien aux sources d'énergie à faibles émissions et de l'économie circulaire, pour laquelle un nouveau plan d'action a été publié en mars. Au cours de la réunion, la République tchèque a souligné que les règles européennes sur les déchets et les emballages sont relativement nouvelles. M. Smrž a invité la Commission à définir les conditions de création d'un marché des matières premières secondaires dans l'UE, afin de soutenir la politique pro-recyclage et d'améliorer la sécurité d'approvisionnement en matières premières.

ENR

- Une étude d'EY a montré que l'exploitation des sources photovoltaïques se traduisait pour l'Etat par des recettes de 14,1 Md CZK (0,52 Md€) (dont 6,9 Md CZK (0,26 Md€) au titre de l'impôt sur les sociétés et 7,2 Md CZK (0,27 Md€) au titre d'autres prélèvements, sur les salariés, taxes au profit des municipalités, etc.). Cela représente la moitié du montant des subventions publiques accordées au secteur. Selon le ministre de l'industrie et du commerce K. Havlíček, le soutien actuel aux centrales solaires est disproportionnellement élevé - 29,2 Md CZK (1,06 Md€) par an pour seulement 2% de la production totale d'électricité, par rapport à la production d'électricité à partir de la biomasse, qui représente 4,6% de la production totale d'électricité et n'obtient que 4 Md CZK (0,15 Md€) de soutien par an.



Eau

- Le gouvernement a augmenté le budget alloué à l'agriculture d'1 Md CZK (37 M€) pour la lutte contre la sécheresse et les inondations. Cette somme sera utilisée pour financer principalement des projets de gestion de l'eau - par exemple la construction et la reconstruction d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, l'interconnexion des systèmes d'approvisionnement en eau et des projets de rétention d'eau dans le paysage. L'année dernière, le ministère de l'agriculture a dépensé 13,7 Md CZK (0,51 Md€) pour lutter contre la sécheresse, notamment la rénovation de 387 étangs pour 1,25 Md CZK, créant un espace de stockage de 2,5 M m³ d'eau.

Energie

- Concernant les aspects financiers relatifs à la construction et à l'exploitation de la nouvelle unité nucléaire de Dukovany, le projet de loi pour une transition vers une énergie à faible émission de carbone, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1er janvier 2021, prévoit un contrat entre l'investisseur et l'Etat garantissant les conditions d'achat de l'électricité, qui serait conclu pour une durée minimale de 30 ans, avec une prolongation possible de dix ans éventuellement renouvelée, mais ne dépassant pas la date de fin de l'exploitation de la centrale. Le projet de loi retient un soutien de l'Etat à ČEZ sous la forme d'un achat de l'électricité produite au prix dit de réalisation. Ce prix de rachat est déterminé de manière à couvrir les coûts économiquement justifiés pour assurer la production d'électricité à partir d'une source nucléaire, les coûts de démantèlement de la centrale et un taux de rentabilité interne raisonnable qui sera fixé dans le cadre de négociations entre l'Etat et ČEZ. Selon le projet de loi, le ministère de l'industrie confiera à une entité juridique détenue à 100% par l'Etat l'exécution des obligations découlant du contrat d'achat : l'Etat tchèque « rachètera » l'électricité à ČEZ pour la revendre, a priori à travers cet opérateur public. Toute différence entre le prix garanti et le prix négocié sur le marché (via la bourse de l'électricité) sera alors payée par les consommateurs finaux : si le prix garanti est supérieur au prix de l'électricité sur le marché, les consommateurs paieront la différence par le biais des tarifs de réseau ; si, au contraire, le prix garanti est inférieur au prix de marché, alors l'impact sur les consommateurs sera inverse. Selon le Premier ministre Babiš, le prix d'achat garanti par l'Etat s'élèverait à 50-60 € / MWh. La presse a fait état d'un document gouvernemental non publié évoquant deux scénarii principaux : avec un prix sur le marché de 91 € / MWh en 2040 et un soutien à ČEZ sur 30 ans, le prix d'achat garanti par l'Etat serait de 60-70 € / MWh ; avec un soutien à ČEZ sur 60 ans, le prix garanti serait de 48-58 €. Par ailleurs, comme annoncé dans la veille du mois dernier, les coûts d'investissements pour la construction de la nouvelle unité, pour un montant attendu de 162 Md CZK, seraient répartis à hauteur de 70% pour l'Etat et 30% pour ČEZ. Néanmoins, le Conseil national budgétaire tchèque (équivalent du HCFP) a émis un avis selon lequel cet engagement de l'Etat affectera significativement les finances publiques tchèques, et ce d'autant plus que l'expérience de la construction de centrales nucléaires à l'étranger montre que les montants budgétisés sont en général largement dépassés. Concernant le futur appel d'offres, le ministre de l'industrie, du commerce et des transports, K. Havlíček, a déclaré que les cinq candidats seront en concurrence sans exclusion a priori, la sécurité nationale étant bien entendu prise en considération. Enfin, selon le nouveau directeur de la centrale de Dukovany, Roman Havlín, ČEZ prévoit d'investir 55 Md CZK pour la maintenance de ses quatre unités en service pour prolonger leur exploitation de 25 à 27 ans. En effet les quatre unités actuelles ont été mises en service entre 1985 et 1987 et pourraient selon ČEZ fournir de l'électricité pendant 60 ans au total. Elles devraient donc être fermées entre 2045 et 2047. La construction de la nouvelle unité de Dukovany commencerait quant à elle en 2029 pour une mise en service en 2036.
- La « Commission charbon » s'est réunie le 5 juin à Prunéřov où ČEZ fermera la plus ancienne de ses centrales à charbon le 30 juin (Prunéřov I, construite il y a 53 ans). Les 150 employés déménageront dans la centrale de Prunéřov II. Par ailleurs, pour faire contrepoids à la « Commission charbon », créée l'année dernière et présidée conjointement par le ministre de l'environnement et le ministre de l'industrie et du commerce, une « Shadow Coal Commission » (SUK) a été mise en place fin juin dans le « but d'aborder des sujets négligés dans la discussion et de donner de la place à des points de vue insuffisamment représentés ». Il s'agit d'un groupe informel composé de scientifiques, d'experts et de citoyens des régions concernées.
- La société minière OKD, qui appartient à l'Etat depuis avril 2018 via la société anonyme Prisko, a demandé à l'Etat un soutien de 1,2 Md CZK afin, selon elle, de pouvoir continuer à remplir ses obligations et de ne pas licencier ni réduire les salaires. La ministre des finances, Alena Schillerova, a déclaré ne pas disposer pour le moment d'informations nécessaires pour prendre une décision. Le ministre de l'industrie, du commerce et des transports a quant à lui souligné que « la date de cessation de l'exploitation minière résultera des conclusions de la Commission charbon qui seront rendues publiques à la fin de l'année.



OKD se trouve dans une situation difficile notamment en raison de la baisse du prix du charbon ces dernières années et de la crise du coronavirus, une infection massive à la covid-19 ayant touché les salariés de la mine de Darkov.

Transports et Infrastructures

- La Chambre des députés a approuvé la modification de la loi sur l'accélération de la construction des infrastructures stratégiques de transport, d'eau et d'énergie qui pourrait selon le ministre des transports, Karel Havlíček, réduire la durée de construction (en particulier la phase préparatoire) d'un tiers par la simplification des procédures d'autorisation et d'expropriation, l'établissement du principe selon lequel le silence gardé par l'administration vaut, à l'expiration du délai, autorisation implicite et la limitation des possibilités de recours contentieux.

Ferroviaire

- Le gestionnaire des infrastructures ferroviaires tchèques SŽ a mis fin au contrat avec le consortium EGIS RAIL et CEDOP pour l'étude de faisabilité de la LGV Prague - Dresde juste avant son achèvement (étude à 95% terminée). La SŽ justifie la démarche par le non-respect répété de la part du fournisseur tchèque des obligations contractuelles, en particulier des délais impartis et du champ des travaux. D'après CEDOP, le retard est dû à l'interruption de travail de près de six mois sur l'instruction du ministère des transports. L'entreprise espère pouvoir parvenir à un accord avec SŽ.
- L'opérateur national ferroviaire, Chemins de fer tchèques, ČD, a su défendre sa notation de Baa2 par l'agence Moody qui a apprécié la position forte de l'opérateur sur le marché résultant de la récente signature de contrats de 10 ans avec la majorité des régions tchèques.
- Le ministre des transports a annoncé la fin des négociations entre l'opérateur national et l'opérateur privé Leo Express sur une éventuelle prise de contrôle de l'opérateur privé par České dráhy. Leo Express cherche depuis deux ans un partenaire stratégique qui permettrait la poursuite de la croissance du transporteur et poursuivra des négociations avec d'autres investisseurs potentiels.

Routier

- L'autoroute D6 qui relie Prague à Cheb en passant par Karlovy Vary sera achevée deux ans plutôt que prévu (2026). Grâce à l'adoption de la modification de la loi sur l'accélération de la construction des infrastructures stratégiques, les phases préparatoires et de construction des derniers tronçons seront considérablement réduites. La direction des routes et des autoroutes estime le coût de la construction des tronçons manquants à environ 12 Md CZK (0,44 Md€).

Aérien

- La compagnie aérienne Czech Airlines du groupe Smartwings est en négociations avec les syndicats pour un plan de restructuration qui prévoit la suppression de 60% des 700 emplois. Durement touchée par la pandémie qui a vu l'arrêt quasi complet du transport aérien, la compagnie Czech Airlines paierait, selon les syndicats, l'échec des discussions pour une aide de l'Etat au profit de la compagnie Smartwings dont elle fait partie. Les licenciements devraient concerner tous les services, tant les équipages des avions que le personnel au sol. Des discussions, non encore abouties, sont en cours entre la direction du groupe et le gouvernement pour une garantie de l'Etat autour de 800 M CZK (29,3 M€). Une des conditions avancées par le gouvernement est toutefois le maintien des 2 500 emplois, l'absence de versement de dividendes et le changement du nom de Smartwings en Czech Airlines (CSA). La ministre des finances, Alena Schillerová, s'oppose à l'octroi d'une garantie de l'Etat à Smartwings, tandis que le ministre des transports, Karel Havlíček, a déclaré que le ministère préparait actuellement un programme qui permettrait une assistance à l'ensemble des transporteurs. Un temps évoquée et objet d'une controverse, la possibilité d'une nationalisation avait été rejetée par le groupe. Selon une analyse du ministère des transports, une faillite de Smartwings et, par conséquent de CSA, pourrait coûter jusqu'à 1,2 Md CZK à l'Etat (près de 45 M€).
- L'aéroport de Prague a rétabli des liaisons régulières avec 17 transporteurs et 55 destinations, soit un tiers de son trafic d'avant coronavirus. Selon une récente analyse d'Eurostat, l'aéroport de Prague figure parmi les plus impactés par la pandémie en Europe. Le nombre de voyageurs y a baissé de plus de 800 000 en mars, soit une baisse d'environ 65% en g.a. La baisse des passagers a été également très importante au cours de la même période (03/2020) pour les aéroports régionaux tchèques : - 36,5 % à Karlovy Vary, -62,8% pour Pardubice, -69,4% pour Brno et -76,7% de passagers à Ostrava. Au mois de mai, la perte des passagers à l'aéroport de Prague a encore augmenté : l'aéroport a accueilli 7 960 passagers, soit une baisse de 99,5% en g.a. alors que les services ont commencé à reprendre

progressivement, notamment entre Prague et Amsterdam, Minsk et Paris. Malgré la crise, l'aéroport de Prague a su conserver sa notation Aa3.

- Les contrôleurs aériens ont enregistré 14 672 vols dans l'espace aérien tchèque en mai, ce qui représente une baisse annuelle de 81,5%.
- Le plus important constructeur aéronautique tchèque, Aero Vodochody a été vendu par le groupe PENTA à l'entrepreneur hongrois András Tombor (51%) et au groupe Omnipol (49%) avec lequel l'avionneur travaille sur le nouveau modèle d'avion subsonique L-39 NG. La valeur de la transaction est estimée par le magazine FORBES à 6 Md CZK (219 M€). L'aéroport de Vodochody ne fait pas partie de l'acquisition et reste propriété de Penta.
- La société Latécoère à Prague Letňany, fabriquant de portes pour les Airbus et Boeing, a licencié fin mai 1/3 de ses employés suite à la baisse de la demande de 40-50% pour Airbus et totale pour Boeing. D'autres licenciements pourraient suivre car une reprise de la production n'est pas attendue avant octobre.

Fluvial

- Le ministre des transports, Karel Havlíček, a présenté ses priorités dans le domaine du transport fluvial : construire des ouvrages permettant de rendre la rivière Oder navigable entre Ostrava et Kožle en Pologne (96 km dont 1/3 sur le territoire tchèque, coût estimé 15 Md CZK coté CZ, 40 Md CZK coté PL) ; relier entre eux les lacs au nord de la Bohême à des fins énergétiques et d'aménagement hydraulique ; accélérer la construction des barrages de Přelouč et de Děčín sur l'Elbe.

SLOVAQUIE

Energie

- Début juin, le ministre de l'Economie, Richard Sulik, chargé également de l'énergie, a destitué le président de l'Autorité de régulation pour manque de pratique et d'expérience, absence de formation adéquate, non-respect des règles et manque d'indépendance dans ses actes. M. Jahnatek, président destitué et ancien ministre de l'Economie (2006-2010) et de l'Agriculture (2012-2016) considère sa destitution comme illégale. Il avait été nommé au poste du président de l'Autorité en juillet 2017 et devait finir son mandat en 2023. Quatorze candidats dont l'ancien président de l'Autorité, Jan Matusky, l'ancien secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie, Kristian Takac, ou encore l'ancien membre du conseil de surveillance de Veolia, Jozef Legeny, sont actuellement auditionnés par le ministère de l'Economie.

Electricité

- Selon la société publique SEPS chargée de la gestion du réseau électrique et de son transport, la crise du Covid a eu pour conséquence la chute brutale de la consommation d'électricité déjà engagée les deux premiers mois de l'année avant la crise en raison d'une température moyenne plus élevée. Avec le début des mesures de confinement, la consommation d'électricité a baissé de 3,8 % en mars et puis de 12 % en avril et mai. Le ministère des Finances, en tant qu'actionnaire au sein de SEPS, a nommé Jaroslav Vach en tant que nouveau Président de la société. En 2019, SEPS a enregistré des revenus à hauteur de 371,7 M€. Le profit s'est établi à 69,3 M€, en hausse de 36 % par rapport à 2018, grâce notamment aux revenus issus de l'activité transfrontalière du réseau.

Gaz

- M. Milan Urban a été nommé en tant que nouveau Président de la société publique SPP, principal fournisseur d'énergie dans le pays.

Nucléaire

- La crise et le confinement ont provoqué de nouveaux retards dans l'achèvement des travaux sur les deux blocs nucléaires à Mochovce. L'Autorité de surveillance nucléaire a prolongé de six mois le délai d'autorisation pour l'exploitation du premier des deux blocs en construction. Selon le ministre de l'Economie, Richard Sulik, le premier des deux blocs pourrait entrer en exploitation vers la fin de cette année ou au début de l'année prochaine. Pour mémoire, les deux blocs devaient initialement entrer en service en 2012 et 2013, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter considérablement le budget qui est passé de 2,8 Md€ à 5,7 Md€.
- M. Pavol Stuller a été nommé en tant que nouveau Président de la société publique Javys, chargée du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires. M. Stuller a fait une partie de ses études à la Faculté de management de City University of Seattle puis un doctorat à la Faculté d'électrotechnique et



d'informatique de l'Université technique de Slovaquie (2001). Il a travaillé auprès du principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, en se spécialisant sur le démantèlement (1998-2006). Pendant les années 2006-2008, il était directeur de cabinet du Président de Javys. Par la suite, il a travaillé pour la société AMEC Foster Wheeler en tant que directeur pays (Slovaquie et Tchéquie) et président du Conseil de surveillance d'Amec en Roumanie (2015-2018). En parallèle, il fut directeur général pour l'Europe centrale au sein de World Nuclear Central and Eastern Europe (2008-2020), et membre du conseil d'administration de Slovenske elektrarne pendant les années 2016-2020.

Chaleur

- Le ministre de l'Economie a nommé Lubos Lopatka en tant que nouveau directeur général de « MH Manazment » en charge de gérer les participations de l'Etat au sein de diverses entreprises publiques. Le nouveau directeur général a notamment présenté son projet de gestion des six centrales de chauffage publiques situées à Bratislava, Kosice, Martin, Trnava, Zvolen et Zilina. M. Lopatka rappelle que les six centrales fonctionnent indépendamment même si elles ont un seul actionnaire commun, l'Etat. Entre autres choses, le directeur général prévoit d'introduire la centralisation de certaines activités, notamment tout ce qui attrait à l'activité de gestion. Si les six centrales peuvent garder leur propre direction, certains responsables auront des activités transversales de gestion pour les autres centrales comme par exemple les ressources humaines, les achats, les finances, systèmes informatiques, etc... Ces 6 centrales seront perçues comme un seul groupe vis-à-vis des autorités, du public, des fournisseurs pour centraliser l'achat de gaz, d'électricité, de charbon, de biomasse etc. M. Lopatka n'a pas exclu l'objectif d'optimisation des effectifs – à l'heure actuelle, les six centrales ont au total 1 300 salariés pour un CA d'environ 250 M€ et un bénéfice négatif.

Transports

Routier

- Le ministère des Transports prévoit pour les quatre prochaines années la reconstruction et la modernisation de 500 km de routes nationales pour un prix de 166 M€. Au total, la Slovaquie dispose de 3 000 km de routes nationales dont 8 % se trouvent dans une situation d'urgence. La reconstruction et modernisation de ces 500 km se réalisera via un accord-cadre avec trois sociétés qui ont remporté la pré qualification de l'appel d'offres même si au départ, la société chargée des routes nationales, Slovenska sprava ciest (SSC), avait prévu un seul AO pour l'ensemble du territoire slovaque. En effet, SSC avait été obligée de lancer un nouvel appel d'offres - après l'annulation de l'AO initial par l'Office national des marchés publics en raison de la taille du projet global qui ne permettait pas aux sociétés de construction de taille plus modeste d'y participer (cf veille octobre 2019) - en divisant ainsi les travaux de reconstruction en trois parties selon la logique géographique et régionale. Ainsi, trois groupes seront en compétition pour gagner les différents tronçons de reconstruction et modernisation : le consortium mené par Cestne stavby Liptovsky Mikulas, Skanska et le consortium de Doprastav et d'Eurovia (groupe Vinci).
- Les recettes tirées du péage électronique sur les cinq premiers mois de l'année 2020 ont atteint 82,3 M€, en baisse de 10,2 % soit de 9,3 M€ en glissement annuel. Au mois de mai en particulier, les recettes se sont établies à 15,5 M€, soit une chute de 20,2 % par rapport au même mois de 2019, mais une hausse de 11,4% par rapport au mois d'avril. Le ministère des Transports prépare actuellement un nouvel AO relatif au système de péage électronique car le contrat avec SkyToll, société actuellement en charge de cette exploitation, arrive bientôt à échéance. L'étude de faisabilité sur le nouveau système est en cours de réalisation. La société autrichienne Kapsch a d'ores et déjà montré son intérêt pour participer à un tel AO. Elle connaît bien ce marché pour avoir participé à cet AO à la fin des années 2000 sans pour autant avoir été retenue malgré l'offre la plus basse. La mise en place du nouveau système de péage électronique est prévue au 1er janvier 2023 mais ce calendrier semble très ambitieux étant donné les délais incompressibles en matière de procédure, de sélection, de construction du système, etc. Le contrat avec la société actuelle SkyToll pourrait donc être prolongé, soit de cinq ans comme le prévoit le contrat actuel, soit pour une durée minimale nécessaire à la sélection du nouvel opérateur (option préférée par le ministère). Pour mémoire, l'Autorité suprême de contrôle (équivalent de la Cour des comptes) avait fait des révélations sur l'utilisation des revenus issus du système de péage : seuls 45 % sont versés à la Société nationale des autoroutes tandis que 48 % reviennent à la société SkyToll (cf veille janvier 2020 et novembre 2019).

Ferroviaire

- Le 9 juin, le ministère des Transports a lancé pour la deuxième fois l'AO relatif à la ligne ferroviaire Zilina – Rajec (21 km, nord du pays). Pour mémoire, le ministère avait lancé un premier AO à l'automne 2019



mais seule la société publique ZSSK y avait répondu - étant donné les délais extrêmement courts – sans toutefois avoir été en mesure de satisfaire tous les critères exigés. Les sociétés intéressées par ce nouvel AO ont jusqu'au 13 juillet pour déclarer leur intérêt. Le ministère a élargi les critères d'évaluation et a prolongé le délai pour déposer l'offre (63 jours). Et la société retenue aura ensuite plus de temps pour réaliser le projet avant l'exploitation effective de la ligne prévue le 1 janvier 2022 pour une durée de dix ans.

- La mairie de Bratislava prévoit de prolonger la ligne de tramway au niveau du plus grand quartier de la ville intitulé Petržalka qui se situe sur l'autre rive de Danube. Ce quartier n'était doté depuis 2016 que de 2,5 km de lignes avec seulement trois arrêts. Aujourd'hui, la mairie rédige l'AO relatif au prolongement de cette ligne avec 7 arrêts supplémentaires pour un investissement de 114 M€. L'AO devrait être lancé en août. Le prix et les délais de construction seront deux critères cruciaux de ce marché public. Car la construction devrait commencer à l'été 2021 et les travaux durer 27 mois. La mairie espère en effet pouvoir bénéficier des fonds européens jusqu'à 2023 (règle N+3). La maire adjointe chargée des transports, Mme Tatiana Kratochvilova, se dit optimiste car les travaux s'effectueront sur des terrains libres de toute construction. Une demande d'autorisation pour une telle construction a été déposée auprès de plusieurs bureaux de l'administration publique (du quartier concerné, de l'arrondissement, de la région et du bureau spécial de la mairie). Le maire du quartier aimerait bien ajouter à la ligne principale deux autres lignes. A suivre.
- Concernant la ligne Bratislava – Komarno (100 km), seule ligne ferroviaire exploitée par une société privée depuis 2012, le ministère des Transports prévoit de lancer un nouvel AO pour son exploitation. Selon le ministère, la législation permet de prolonger de deux ans le contrat actuel signé avec la société tchèque RegioJet qui arrive à échéance en décembre 2020. Le ministre sortant avait lancé l'appel d'offres à l'automne 2019, mais seul l'opérateur actuel – RegioJet avait déposé une offre. Il avait alors pris la décision d'annuler la procédure d'AO dont le cahier des charges avait été très critiqué par certains experts soulignant l'absence de prise en considération de l'évolution importante du trafic sur cette ligne et de renforcement du nombre de trains correspondant. Le nouvel AO devrait être lancé vers la fin du mois de juillet et la nouvelle société retenue pourrait commencer son exploitation à partir de 1er janvier 2023 pour une durée de dix ans.

Aérien

- A partir du mois d'août 2020, Ryanair ouvrira une ligne entre Kosice (à l'Est du pays) et Prague, la capitale tchèque. La société aérienne offrira des prix très concurrentiels afin de gagner des clients fidèles de Czech airlines (CSA) qui opère également une ligne Kosice-Prague.

LETTONIE

Energie

- La Commission de la régulation des services publics (SPRK) a approuvé les nouveaux tarifs de distribution de gaz naturel pour les ménages pour le 2ème semestre 2020. Selon le nouveau plan tarifaire, les tarifs vont baisser de 6,7% à 10,8%, en fonction du volume de consommation, et atteindre leur niveau le plus bas depuis 2008.
- Après la vidéoconférence avec ses homologues lituanien et estonien, le Premier ministre letton Krisjanis Karins a exprimé son espoir qu'une solution de compromis sur la question de la centrale nucléaire biélorusse d'Astravyets sera bientôt trouvée. Les Etats baltes sont parvenus à un accord sur les modalités des échanges d'électricité avec les pays tiers après la mise en service d'Astravyets et l'arrêt du commerce de l'électricité entre la Lituanie et la Biélorussie. « Nous avons longuement discuté sur la question et les positions des pays sont bien connues. J'espère que nous pourrions trouver une solution de compromis qui prendrait en compte la situation des trois pays et nos intérêts communs », a déclaré Karins.

Infrastructures

- L'entreprise mondiale de logistique et de transport DHL va investir 12 M€ dans un centre régional de distribution à l'aéroport de Riga. Il est prévu que le projet de construction de centre de traitement d'expéditions, d'une surface totale de 4500 m², sera réalisé avant mai 2021. Pour augmenter la capacité de traitement des marchandises, l'aéroport de Riga a investi dans la construction d'une nouvelle plateforme de fret permettant d'accueillir également les avions à fuselage large.



- Au cours des cinq premiers mois de 2020, les terminaux opérant dans le port de Ventspils, ont transbordé 5,91 M t de marchandises, ce qui représente une baisse de 41% par rapport à janvier-mai 2019. Les cargaisons liquides ont représenté presque 66% (3,9 M t) du volume total des marchandises traitées par les terminaux du port de Ventspils en janvier-mai 2020, en baisse de 12 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les cargaisons en vrac ont diminué presque cinq fois pour atteindre seulement 924 000 tonnes, tandis que le fret général a augmenté de 2,1 % (1,08 M t).
- En janvier-mai 2020, le port de Riga a traité 10,05 M t de marchandises, en diminution de 25,8% par rapport à la même période en 2019. Les cargaisons en vrac qui représentent presque 60% du volume total des marchandises traitées ont diminué de 29%. En revanche, le volume des copeaux de bois et de céréales a augmenté de 14,8% et de 18,3% respectivement. Au cours de cette période, le port de Riga a accueilli 111 548 passagers, en baisse de 62% par rapport à janvier-mai 2019.
- L'aéroport international de Riga a signé un accord avec l'entreprise lettone « Binders » pour la réalisation de deux projets : la reconstruction de la piste et la construction de la deuxième voie de circulation. Dans le cadre du projet de la reconstruction de la piste, dont le coût total est estimé à 4,5 M€, il est prévu de remplacer le revêtement de la piste sur une longueur de 5,7km, de construire un système d'évacuation d'eau et de moderniser le système d'éclairage de piste. La construction de la deuxième voie de circulation permettra de raccourcir le trajet de déplacement des avions entre les points de stationnement et les pistes. Ce projet est cofinancé par le fonds de cohésion et le montant total est estimé à 2,5 M€.
- Le gestionnaire letton des routes « Latvijas Valsts Celi »(LVC) a présenté son Plan de développement du réseau routier letton pour les années 2020-2040. Ce plan prévoit de transformer 1020 km des routes principales en autoroutes grande vitesse à quatre voies avec la vitesse maximale de 130 km/h. Le plan sera réalisé en trois étapes. La première étape consiste à développer d'ici 2030 le contournement autoroutier de la ville de Riga et de reconstruire presque 179 km de routes reliant Riga à Jurmala, à Sigulda et à Jelgava. Le montant du financement nécessaire pour la réalisation de la première étape représenterait 984,6 M€. Lors des deux étapes suivantes, de 2030 à 2045, il est prévu de transformer 841 km de routes nationales en autoroutes pour un coût total de 4,9 Md€. Le montant total du financement nécessaire pour la réalisation du Plan de développement du réseau routier est estimé à 5,9 Md€.

Transport

- Cinq entreprises ont répondu à l'appel d'offres lancé par l'entreprise ferroviaire de voyageurs « Pasazieru Vilciens », portant sur la livraison de huit nouveaux trains diesel. Parmi les prétendants figurent Metrovagonmas (Russie), CAF (Espagne), Pojazdy Szynowe PESA Bydgoszcz SA (Pologne), PJSC Kryukovsky Railway Car Building Works (Ukraine) et Stadler Polska. Les trains devraient être livrés jusqu'au 30 novembre 2023.

Environnement

- L'entreprise EcoLead, qui appartient à 50% à l'entreprise estonienne Unmet Estonia, envisage de construire une usine de recyclage de batteries au plomb à Kalnciems, dans la région de Jelgava (50 km de la capitale). La réalisation de ce projet, prévu pour l'année 2021 et, dont le montant s'élèverait à 9 M€, permettra de créer 45 emplois.
- Service de l'Environnement letton (VVD), en coopération avec les institutions compétentes polonaises, a empêché l'importation des déchets plastiques et en caoutchouc illégaux en Lettonie, réalisée par la société SIA « Why recicle ». Pendant la période du 25 mai au 16 juin, l'entreprise a importé 549,4 t de déchets illégaux en provenance de la Grande Bretagne. Le Service de l'Environnement letton a entamé une procédure de renvoi des déchets vers leur pays d'origine. Conformément à la législation en vigueur, la société SIA « Why recicle » a déposé une caution de 100 000 € qui pourra être utilisée pour couvrir les dépenses liées au renvoi des déchets vers la Grande Bretagne.

ESTONIE

Environnement

- La ville de Tallinn a annoncé la construction d'un corridor vert, au moyen d'une voie de circulation non motorisée de 13,5 km, pour un coût de 1,3 M€ dans le cadre du programme central balte. L'objectif principal du projet est de compenser les effets négatifs sur l'environnement causés par la mobilité urbaine et vise également à appuyer la candidature de la ville au prix de la capitale verte européenne. Des marchés publics d'innovation seront organisés pour le développement de solutions innovantes.



- L'Estonie fait partie des Etats membres ayant signé le mémorandum d'entente pour l'initiative « Clean Energy for EU islands ».
- Le Parlement a adopté la loi permettant la fusion du Conseil environnemental et de l'Inspection de l'Environnement afin de créer une agence unique de l'Environnement. Celle-ci devrait débiter ses activités à compter du 1^{er} janvier 2021.
- Selon un rapport de l'Agence européenne pour l'environnement sur la qualité des eaux de baignade européennes en 2019, l'Estonie se place dans le groupe des pays ayant une qualité basse par rapport à la moyenne européenne : 63% des eaux de baignade estoniennes sont d'excellente qualité. Les sites classés comme étant de faible qualité se retrouvent dans les villes de Tallinn et Pärnu.
- La commission des finances du Parlement a décidé de soumettre le projet de loi visant à modifier la loi sur le marquage fiscal des carburants liquides et la loi sur la fiscalité en deuxième lecture au parlement qui se tiendra le 15 juillet. Le projet de loi vise à réduire les coûts des compagnies d'extraction de schiste bitumineux en leur permettant temporairement d'utiliser du carburant diesel portant un marquage fiscal dans les opérations minières.
- Les sociétés Nordecon (construction) et Tartu Veevark (traitement des eaux) ont signé un contrat pour la construction d'une usine de traitement des eaux pour la ville de Tartu, pour un montant de 3,02 M€, dont les travaux doivent débiter prochainement.

Infrastructures

- L'autorité estonienne de réglementation technique et de protection des consommateurs a annoncé que les discussions publiques concernant le programme d'évaluation des impacts environnementaux sur l'environnement relatif aux projets de construction de deux tronçons de Rail Baltica (l'un du village de Kangru à la frontière du comté de Harju-Rapla, et l'autre de la frontière du comté de Rapla-Pärnu à la municipalité rurale de Tootsi) auront lieu les 29 et 30 juin.
- Le rapport intérimaire sur la portion estonienne de Rail Baltica a été présenté à la commission des affaires économiques du Parlement. A cette occasion, les parlementaires ont renouvelé leur soutien au projet, y voyant une occasion de fournir aux individus et entreprises une échappatoire à la crise. Trois étapes sont en cours : les études d'impacts environnementaux, l'acquisition des terrains (54 sur 160, à atteindre d'ici 2022), ainsi que la conception et la construction des voies.
- En raison de la décision de la Cour suprême du mois dernier d'annuler le plan du comté de Pärnu concernant trois sections du projet Rail Baltica, le ministre des Affaires économiques a décidé de renouveler la procédure de planification pour le comté.
- La Cour des comptes européenne a remis un rapport d'audit sur le projet Rail Baltica. La Cour estime que les coûts du projet devraient croître de 51% par rapport à ceux estimés il y a huit ans. Ainsi, au lieu des 4,65 Md€ initiaux, l'institution envisage un montant de 7 Md€. Cet audit a été critiqué par les autorités estoniennes, notamment le ministère des Affaires économiques, qui estime que celui-ci se fonde sur des données dépassées (pas de prise en compte des futurs transports de frets) et ne reflètent pas les dernières avancées du projet.
- Selon une enquête menée par l'Institut pour les études sur les enjeux sociaux, 50% des Estoniens souhaitent que le projet Rail Baltica ne se fasse pas au détriment d'autres projets.
- Le groupe énergétique public estonien Eesti Energia a signé un nouveau contrat de prêt avec la Banque européenne d'investissement (BEI) d'un montant de 70 millions d'euros pour financer les investissements dans le déploiement d'un réseau d'accès passif en fibre optique en Estonie porté par la filiale de distribution d'électricité Elektrilevi d'Eesti Energia. Le réseau fournira des services à très haut débit avec des vitesses de téléchargement de 1 Gb/s à environ 266 000 foyers. Au total, 47 000 de ces ménages sont situés dans des zones où la connectivité à large bande est insuffisante et environ 219 000 dans des zones où l'offre de services à large bande est limitée.
- Elering, le gestionnaire de réseau de transport, a annoncé l'ouverture d'un appel d'offre pour la maintenance des lignes entre 2021 et 2025 pour un montant de 13,9 M€. Celui-ci est ouvert jusqu'au 24 juillet.
- La ville de Tallinn a annoncé l'ouverture d'un appel d'offre pour la conception de la nouvelle ligne de tramway entre l'aéroport et le vieux port, pour un coût estimé entre 15 et 20 M€. L'appel d'offre est ouvert jusqu'au 16 juillet.
- L'administration des routes a annoncé l'ouverture pour un appel d'offre visant à la reconstruction de la section Juri-Vaia de la route nationale entre Tallinn-Tartu-Voru-Luhamaa. Le coût est estimé à 8,3 M€. La date limite de l'appel d'offre est fixée au 30 juillet.



- Le gouvernement a adopté une proposition visant à ajouter près de 8 M€ pour des investissements dans la recherche sur les infrastructures d'importance nationale.

Energie

- Le gestionnaire de réseau de transport estonien, Elering, a lancé une nouvelle version de son application « Capacités de connexion disponibles », qui calcule non seulement les capacités de connexion disponibles dans les sous-stations, mais aussi le coût estimé de la connexion au réseau dans les cas où des investissements supplémentaires doivent être réalisés sur les lignes de transport afin de permettre la connexion du client à une sous-station spécifique. L'application va maintenant calculer les dépenses nécessaires pour se connecter à une sous-station spécifique si une mise à niveau des lignes de transmission et des investissements supplémentaires à la sous-station sont nécessaires.
- En raison de l'assouplissement de la situation d'urgence et du maintien des actifs de production, une légère augmentation des prix de l'électricité a pu être observée dans le pays en mai. Par rapport à avril, le prix moyen de l'électricité en Estonie a augmenté de 5,6 % pour atteindre 25,02 €/MWh. Cependant, par rapport au mois de mai de l'année dernière, la baisse a été de 41,51 %.
- Enefit Green, la filiale des énergies renouvelables d'Eesti Energia a produit 96 GWh d'électricité issue de ressources renouvelables en mai, soit 15% de plus qu'en mai 2019. C'est le septième mois consécutif où la production mensuelle d'électricité renouvelable de l'entreprise augmente d'année en année. Cette production provient à la fois des parcs solaires et éoliens estoniens, mais également lituaniens et polonais, ainsi que de centrales hydroélectriques en Estonie.
- La société Eleon spécialisée dans les technologies éoliennes conclut un accord de coopération stratégique à long terme avec la société d'Etat chinoise Chinese State Shipbuilding Corporation (CSSC) afin de créer une joint-venture pour le développement de l'énergie éolienne et lancer la fabrication d'éoliennes dès cet été.
- Fortum Heat Estonia OU, filiale du groupe énergétique public finlandais Fortum, a acquis toutes les parts de la société de chauffage urbain AS Fortum Tartu, qui opère dans la région de la ville du même nom. À ce jour, 40 % des actions de Fortum Tartu appartenaient à la société Giga gérée par Janek et Franek Veeber, et 60 % à Fortum Heat Estonia. Fortum avait précédemment annoncé en février de cette année qu'elle envisageait de vendre toutes ses activités de chauffage dans les pays baltes.
- Le fonds de capital-risque américain Last Energy a investi dans Fermi Energia, entreprise prospectant la mise en place d'un petit réacteur nucléaire en Estonie. Selon le PDG, Kalev Kallemets, l'investissement de Last Energy, combiné aux contributions déjà apportées par les investisseurs estoniens en 2020 permettra de réaliser les études visant à déterminer le lieu d'implantation idéal, ainsi que celles permettant les processus d'autorisation et de construction. Pour rappel, les résultats de ces études seront connus en janvier 2021. Last Energy est un fonds de capital-risque créé au début de cette année par l'Energy Impact Center, un institut de recherche basé à Washington qui explore les possibilités d'inverser le changement climatique.
- Le comité du climat et de l'énergie du gouvernement estonien a discuté de la création de parcs éoliens en Estonie et en mer Baltique et a décidé de poursuivre le développement d'un réseau de parcs éoliens offshore en mer Baltique. Le Premier ministre, Jüri Ratas, considère en effet que l'énergie éolienne a le potentiel le plus important parmi l'ensemble des sources d'énergie renouvelables dans le pays. Le gouvernement a déjà pris des décisions visant à éliminer les restrictions de hauteur des terres pour certains parcs éoliens, créant ainsi de nouvelles opportunités pour les développeurs. Le gouvernement entend également développer davantage la coopération balte sur le sujet, notamment avec la Lettonie pour la planification de parcs éoliens communs. Le ministre des Affaires économiques Taavi Aas a annoncé son intention de signer un protocole d'accord avec la Lettonie.
- Selon l'Office foncier estonien, 12,1 Mt de schistes bitumineux ont été extraites en Estonie, soit 24% de moins que l'année précédente. Au 31 décembre 2019, il y avait 936 gisements minéraux sur la liste des gisements du registre environnemental. Il y avait 726 permis d'exploitation minière valides.

Transport

- Le gouvernement a décidé la fusion de l'administration civile de l'aviation, de l'administration des routes et de l'administration maritime à compter du 1^{er} janvier 2021 afin de disposer d'une autorité intersectorielle dans le domaine des transports. Un poste de secrétaire général adjoint chargé des affaires maritimes sera créé au sein du ministère des Affaires économiques et des communications. Cette fusion s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'Etat.
- La compagnie nationale des chemins de fer estonienne lance l'automatisation de la gestion du trafic, pour un coût total du projet à 18,4 M€. Elle a également annoncé un appel d'offres à grande échelle pour la



modernisation des systèmes de sécurité. Selon l'entreprise, les travaux nécessaires à l'automatisation débuteront cet été et la solution complète sera introduite d'ici 2025. L'automatisation fait partie du plan d'investissement initié par l'entreprise jusqu'en 2030.

- Au total, 4,5 Mt de fret ont été transportées sur l'infrastructure de l'entreprise publique estonienne des chemins de fer au cours des cinq premiers mois de cette année, soit 23,5 % de moins que lors de la même période en 2019.
- L'appel d'offres pour l'automatisation des processus de gestion du trafic a été remporté par l'entreprise espagnole Indra Sistemas SA. Les offres pour l'appel d'offres pour la modernisation des systèmes de contrôle-commande et de signalisation sont attendues pour le 10 août. Le coût du projet sera déterminé après la passation du marché et le contrat avec le partenaire gagnant sera conclu pour 25 ans.
- La compagnie aérienne polonaise LOT a annoncé renoncer à sa participation dans la filiale de Nordica Regional Jet. Selon le calcul des pouvoirs publics, le rachat de cette participation par l'Etat pourrait se faire pour moins d'un million d'euros. Par ailleurs, le renforcement du capital social de la compagnie par le gouvernement ne pourra se faire que si celui-ci respecte le droit de l'UE en matière d'aides d'Etat.
- La startup Bolt a lancé son service de trottinettes électriques dans la ville de Pärnu.
- Le nombre d'usagers des transports publics en Estonie a diminué d'un cinquième au premier trimestre 2020, pour un total de 46,6 M de personnes. Cette baisse s'explique principalement par l'épidémie de la covid-19. Dans le détail, 43,3 M de passagers ont emprunté les transports terrestres (-18%), 1,4 M les transports maritimes (-14%) et 80 000 le transport aérien.
- Le gouvernement a adopté sa position sur la révision de la directive européenne pour le déploiement d'infrastructure pour des carburants alternatifs. Pour celui-ci, la directive est efficiente et son champ d'application devrait être étendu aux secteurs ferroviaire et aérien. L'Estonie préférerait également que les objectifs soient atteints dans le cadre de législations nationales, et non pas dans selon des obligations centralisées additionnelles.
- Cinq compagnies aériennes ont répondu à l'appel d'offre pour opérer la liaison aérienne entre Tallinn et Kuressaare : Transaviabaltika, Regional Jet OU, Diamond Sky OU, NyxAir OU et AS Raf-Avia. Le coût de l'appel d'offre est estimé à 16,2 M€, pour quatre ans.
- L'aéroport de Tallinn a enregistré une baisse de 96,5% du nombre de ses passagers au mois de mai 2020 par rapport à 2019, pour un total de 10 523 passagers. Néanmoins, en comparaison avec le mois d'avril, le nombre de destinations et de passagers a continué à augmenter, malgré des fréquences éparpillées des vols.
- La Banque Européenne d'Investissements un signé accord de prêt de 95 M€ avec la compagnie ferroviaire Estonian Railways afin de moderniser les voies et les systèmes de contrôle et signalisations sur le réseau du pays, ainsi que pour assurer la numérisation des systèmes de gestion des trains.

© 2014 – Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @FranceEcoPoland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.